

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

49e ZITTINGSPERIODE

GEWONE ZITTING 1998-1999

HANDELINGEN VAN DE OPENBARE COMMISSIEVERGADERINGEN

27/10/1998

C 653 Bedrijfsleven, Wetenschapsbeleid,
Onderwijs,
Nationale wetenschappelijke
en culturele instellingen,
Middenstand en Landbouw

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

49e LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 1998-1999

ANNALES DES RÉUNIONS PUBLIQUES DE COMMISSION

27/10/1998

C 653 Economie, Politique scientifique,
Education,
Institutions scientifiques et culturelles,
Classes moyennes et Agriculture

Sommaire

Mardi 27 octobre 1998

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE - C 653

Question orale de M. Joseph Arens au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "le financement de la recherche forestière" (n° 1357)

orateurs : MM. **Arens, Pinxten**, ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises

Question orale et interpellations jointes de :

- M. Julien Verstraeten au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "l'utilisation de tranquillisants lors des transports de porcs" (n° 1324)

- Mme Martine Schüttringer au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "la présence d'antibiotiques et de tranquillisants dans la viande de porc" (n° 2007)

- M. Julien Verstraeten au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "la présence d'antibiotiques et de tranquillisants dans la viande de porc" (n° 2050)

orateurs : M. **Verstraeten**, Mme **Schüttringer**, M. **Pinxten**, ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises

Question orale de M. Jo Vandeurzen au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "la problématique des magasins liés à une station-service" (n° 1433)

orateurs : MM. **Vandeurzen, Pinxten**, ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises

Question orale de M. Joseph Arens au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "la réforme de la politique agricole commune" (n° 1472)

orateurs : MM. **Arens, Pinxten**, ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises

Question orale de M. Luc Willems au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "la simplification des formalités administratives pour les entreprises et la création d'un guichet virtuel" (n° 1526)

orateurs : MM. **Willems, Pinxten**, ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises

Question orale de M. Jaak Van den Broeck au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "le dopage des pigeons" (n° 1527)

orateurs : MM. **Van den Broeck, Pinxten**, ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises

Inhoud

Dinsdag 27 oktober 1998

COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN, HET WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS, DE NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE EN CULTURELE INSTELLINGEN, DE MIDDENSTAND EN DE LANDBOUW - C 653

Mondelinge vraag van de heer Joseph Arens aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de financiering van het onderzoek inzake bosbouw" (nr. 1357)

sprekers : de heren **Arens, Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Samengevoegde mondelinge vraag en interpellaties van :

- de heer Julien Verstraeten aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "het gebruik van tranquillizers bij het transport van varkens" (nr. 1324)

- mevrouw Martine Schüttringer tot de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de aanwezigheid van antibiotica en kalmeermiddelen in varkensvlees" (nr. 2007)

- de heer Julien Verstraeten tot de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "antibiotica en tranquillizers in het varkensvlees" (nr. 2050)

sprekers : de heer **Verstraeten**, mevrouw **Schüttringer**, de heer **Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Mondelinge vraag van de heer Jo Vandeurzen aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de problematiek van de winkels verbonden met een tankstation" (nr. 1433)

sprekers : de heren **Vandeurzen, Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Mondelinge vraag van de heer Joseph Arens aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de hervorming van het gemeenschappelijk landbouwbeleid" (nr. 1472)

sprekers : de heren **Arens, Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Mondelinge vraag van de heer Luc Willems aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de vereenvoudiging van de administratieve omgeving voor bedrijven en de oprichting van een virtueel loket" (nr. 1526)

sprekers : de heren **Willems, Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Mondelinge vraag van de heer Jaak Van den Broeck aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de doping bij reisduiven" (nr. 1527)

sprekers : de heren **Van den Broeck, Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION,
DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE
RÉUNION PUBLIQUE DU
MARDI 27 OCTOBRE 1998

PRÉSIDENCE de
M. Ansoms

La séance est ouverte à 14.20 heures.

COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN,
HET WETENSCHAPSBELEID,
HET ONDERWIJS,
DE NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE
EN CULTURELE INSTELLINGEN,
DE MIDDENSTAND
EN DE LANDBOUW
OPENBARE VERGADERING VAN
DINSdag 27 OKTOBER 1998

VOORZITTER :
De heer Ansoms

De vergadering wordt geopend om 14.20 uur.

Question orale de M. Joseph Arens au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "le financement de la recherche forestière" (n° 1357)

Mondelinge vraag van de heer Joseph Arens aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de financiering van het onderzoek inzake bosbouw" (nr. 1357)

Le **président** : La parole est à M. Joseph Arens.

M. Joseph Arens (PSC) : Monsieur le ministre, je vous ai déjà interrogé à deux reprises au sujet du financement fédéral de la recherche forestière (au sein de cette même commission le 10 mars dernier et en séance plénière le jeudi 2 juillet suivant), mais sans obtenir de réponse claire sur la politique de votre département en cette matière. C'est pourquoi je me permets d'aborder une troisième fois le même sujet dans l'espoir de pouvoir clarifier la situation une fois pour toutes.

Je rappelle brièvement les données du problème.

La subside de recherches dans le secteur forestier était jusqu'il y a peu assurée par l'IRSIA (Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture). Mais l'IRSIA vient d'être dissous et les missions statutaires ainsi que les fonds et réserves de l'Institut ont été transférés aux départements compétents du ministère des Affaires économiques et du ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture.

La loi spéciale de 1988 a régionalisé la recherche forestière et les moyens financiers et matériels s'y rapportant. Il faut cependant faire remarquer que :

1. toute une série de matières en rapport avec le secteur forestier sont restées de compétence fédérale, spécifiquement les questions génétiques et les problèmes sanitaires. Le fédéral garde donc un rôle important à jouer pour assurer la protection de nos forêts : il est notamment responsable de la réglementation en matière de pollution atmosphérique, qui induit des conséquences néfastes sur nos écosystèmes forestiers et qui nécessite une étude continue de ceux-ci, et des moyens de remédier à l'acidification des sols;

2. l'Etat fédéral garde la possibilité d'organiser et de financer des recherches dans des matières de compétence régionale, à la condition qu'une concertation soit organisée avec les régions et/ou que le sujet dépasse l'intérêt d'une seule entité fédérée. De telles recherches, répondant à ce critère d'"intérêt national", sont menées actuellement en Wallonie et attendent un financement;

3. si la recherche forestière a été régionalisée, les quelque 40 millions que l'IRSIA consacrait annuellement à la forêt n'ont pas fait l'objet de ce transfert aux régions.

Il ressort de ce qui vient d'être dit que l'Etat fédéral, et plus particulièrement le ministère de l'Agriculture, doit ou peut, selon que les recherches portent sur des matières fédérales ou régionales, financer les recherches dans le domaine forestier.

Il semble cependant que ce financement fédéral de la recherche forestière pose plusieurs problèmes : refus de certaines régions de signer un accord de coopération permettant un financement fédéral dans des matières régionales, manque de moyens budgétaires ou de

volonté politique pour les trouver, refus de financer certaines recherches malgré l'avis favorable du comité d'évaluation des demandes de financement, etc.

Je souhaiterais donc que vous apportiez une réponse aux questions suivantes.

1. Pouvez-vous me préciser quels moyens budgétaires le gouvernement fédéral compte mettre en oeuvre, cette année et les années suivantes, pour assurer la continuité de la recherche forestière dans les matières qui relèvent de sa compétence ?

Je précise que jusqu'à l'année dernière, le gouvernement fédéral allouait, via l'ex-IRSIA, environ 30 millions de francs par an pour la seule recherche forestière.

2. Quels sont les critères de sélection des projets pour le financement ? Pouvez-vous me dire quels sont les projets qui ont fait l'objet d'un financement cette année-ci et à quel domaine ils se rapportent ?

3. Pouvez-vous me préciser quelle politique votre ministère compte développer à l'avenir en matière de recherche forestière ? L'Etat fédéral continuera-t-il à assumer ses responsabilités dans les matières qui sont toujours de sa compétence et à prévoir le budget correspondant ? Je pense par exemple à la recherche sur le déperissement des forêts dû à la pollution atmosphérique. Je me permets de poser à nouveau cette question car, dans certaines régions, ce problème est réellement très grave.

Je ne suis pas sûr que le fédéral acceptera de chercher des moyens budgétaires, mais je suis convaincu que vous avez compris le pourquoi de cet acharnement à défendre cette problématique.

Le président : La parole est au ministre.

M. Pinxten, ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises : Monsieur le président, la réponse que je vais vous donner n'est pas encore positive. Je ne puis donner de réponse positive dès qu'une question m'est posée.

Je vous rappelle que la Belgique est un Etat de droit et que, par la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, votée à la majorité des deux tiers, la compétence en matière forestière a été transférée aux entités fédérées.

De plus, depuis lors, il y a une jurisprudence selon laquelle la recherche scientifique suit la matière principale.

Cela signifie clairement que la compétence en matière de recherche forestière, antérieurement intégrée au ministère de l'Agriculture, a été régionalisée en 1988. C'est ainsi que la Cour des comptes a fait observer que la subsidiation de projets de recherche par le ministère fédéral de l'Agriculture était contraire aux dispositions légales.

Compte tenu de ce que je viens de rappeler, il devient évident qu'aucun crédit n'est spécifiquement réservé par mon département pour la recherche en sylviculture. Je dis bien qu'aucun crédit n'est réservé de manière spécifique pour la sylviculture, ce qui irait à l'encontre de la réforme de l'Etat. D'ailleurs, je tiens à préciser que les crédits budgétaires alloués à la recherche contractuelle ne sont pas répartis par secteur.

Pourtant, le pouvoir fédéral n'a pas uniquement compétence pour ce qui est de la recherche scientifique nécessaire à l'exercice de ses propres compétences. Il remplit également une fonction de coordination. Il peut en outre intervenir dans les matières dévolues aux communautés et aux régions, comme vous venez de le souligner.

Donc, l'autorité fédérale peut aussi prendre des initiatives, créer des structures et prévoir des moyens financiers pour la recherche scientifique dans les matières qui sont de la compétence des communautés et des régions lorsque cette recherche fait l'objet d'accords ou d'actes internationaux dont la Belgique est partie contractante, ou concerne des actions ou des programmes qui débordent les intérêts d'une communauté ou d'une région.

Cela nécessite évidemment une collaboration entre les différents niveaux de pouvoir. C'est pourquoi il a été prévu, pour différents cas, l'obligation de conclure un accord de coopération ou de procéder à des consultations. Je dois cependant constater, dans le cas de la recherche forestière, que cette coopération semble difficile à mettre en place sur le terrain.

Comment s'opère la sélection des projets soumis à mon département ? D'abord, ils sont examinés par une équipe issue de l'ex-IRSIA : l'examen se fait sous l'angle, d'une part, de leur intérêt par rapport aux priorités de recherches fixées par le ministre, sur proposition du Conseil consultatif pour la recherche et le développement. Ce Conseil comprend des représentants tant des universités que des régions. D'autre part, les projets sont jugés en fonction de leur valeur scientifique.

Après ce premier examen, un comité d'évaluation en délibère et me fait une proposition.

A l'étape suivante, des experts scientifiques indépendants sont désignés par projet pour une analyse détaillée; ils en établissent un rapport destiné au comité d'évaluation dont je viens de vous parler. C'est lors de cette étape que le comité d'évaluation propose de les soumettre à l'approbation définitive du ministre.

Vous remarquez donc qu'un projet doit suivre toute une procédure avant d'être approuvé. Rien n'empêche un promoteur de recherche de soumettre un dossier capable d'entraîner des retombées positives pour la sylviculture. Je pense à certaines recherches dans le domaine normatif - qualité des semences, protection phytosanitaire, etc. - qui relèvent de la compétence du niveau fédéral.

Je puis vous assurer que dans ce cas, ces projets seront examinés avec la même impartialité que les dizaines d'autres. Je transmettrai directement à M. Arens la liste des projets qui ont fait l'objet d'un financement cette année, ainsi que les domaines auxquels ils se rapportent. J'espère que, cette fois-ci, mes réponses auront apporté tous les éclaircissements souhaités par notre collègue.

Le président : La parole est à M. Joseph Arens.

M. Joseph Arens (PSC) : Monsieur le président, monsieur le ministre, merci pour ces précisions.

Il me reste pourtant deux questions à poser à la suite de ce que vous venez de dire. Premièrement, vous avez parlé de coopération difficile à mettre en place sur le terrain. Pouvez-vous vous montrer plus précis sur ce problème ? J'aimerais savoir ce qui se passe, car je crois qu'il existe là un blocage.

Nous nous trouvons donc face à un problème d'intérêt national. C'est l'objet de ma deuxième question : il y a plus de forêts en Wallonie qu'en Flandre, mais le déperissement de nos forêts est dû en grande partie à la pollution atmosphérique dont la réglementation dépend toujours du fédéral.

Ce sont mes deux questions supplémentaires, monsieur le ministre : coopération et portée nationale du problème.

M. Pinxten, ministre : Il faudrait aussi que les régions s'entendent; nous vivons dans un Etat fédéral et il convient que les régions se concertent par moments. Il peut arriver qu'il devienne indispensable qu'elles s'entendent sous peine de créer des problèmes supplémentaires.

M. Joseph Arens (PSC) : Je suis d'accord.

M. Pinxten, ministre : Pour votre deuxième question, je vous ai expliqué la procédure, pas facile mais correcte. Rien n'empêche un financement par notre budget de projets qui parviennent à franchir toute la procédure de sélection.

M. Joseph Arens (PSC) : Merci pour la suite.

Je clôturerai cette intervention en disant que je compte absolument sur le ministre pour que cela soit pris vraiment au sérieux. S'il survient des problèmes de coopération, il conviendrait de vider l'abcès pour pouvoir avancer. Le dépérissement de nos forêts est un problème réel : ce n'est pas en renvoyant la balle d'un camp à l'autre qu'il se réglera. Je compte sur les compétences du ministre pour faire évoluer le dossier.

M. Pinxten, ministre : Monsieur le président, en ces temps difficiles, il est très agréable d'apprendre que certaines personnes comptent encore sur les ministres !

Le président : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Samengevoegde mondelinge vraag en interpellaties van :

- de heer **Julien Verstraeten** aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "het gebruik van tranquillizers bij het transport van varkens" (nr. 1324)

- mevrouw **Martine Schüttringer** tot de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de aanwezigheid van antibiotica en kalmeermiddelen in varkensvlees" (nr. 2007)

- de heer **Julien Verstraeten** tot de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "antibiotica en tranquillizers in het varkensvlees" (nr. 2050)

- **M. Julien Verstraeten** au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "l'utilisation de tranquillisants lors des transports de porcs" (n° 1324)

- **Mme Martine Schüttringer** au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "la présence d'antibiotiques et de tranquillisants dans la viande de porc" (n° 2007)

- M. Julien Verstraeten au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "la présence d'antibiotiques et de tranquillisants dans la viande de porc" (n° 2050)

De voorzitter : De heer **Julien Verstraeten** heeft het woord.

De heer **Julien Verstraeten** (SP) : Mijnheer de voorzitter, het is alweer een tijdje geleden dat wij de minister in de commissie nog gezien hebben. Ik veronderstel dat de vakantie daar voor iets tussen zit. Ik had de minister in de maand juni al gevraagd of er al gegevens waren over de tranquillizers.

Indien u het mij toestaat, zal ik mijn vraag en interpellatie tegelijkertijd behandelen omdat ze dezelfde materie als onderwerp hebben. Een eerste reeks vragen heeft betrekking op elementen waarover we nog niet veel weten en een tweede reeks vragen heeft te maken met artikelen die in de pers, onder andere in *Test Aankoop*, zijn gepubliceerd.

Mijnheer de minister, varkensvlees is de meest genuttigde vleessoort, niet alleen in België, maar in de hele Europese Unie. De voorbije zomer werd het consumentenvertrouwen enkele keren geschokt door alarmerende berichten uit de varkenssector. In een bepaalde krant konden we bijvoorbeeld lezen dat er in Denemarken iemand was gestorven na het eten van varkensvlees dat besmet was door een antibioticaresistente bacterie. Een onderzoek van *Test Aankoop* heeft aangetoond dat in het door haar onderzochte varkensvlees niet alleen sporen van antibiotica aanwezig waren, maar ook, en vooral, van tranquillizers.

De vragen, die ik geformuleerd had vóór de krantenberichten, zijn de volgende. Is de veterinaire dienst van het departement van Landbouw op de hoogte van deze praktijken ? Wat heeft deze veterinaire dienst tot nu toe ondernomen om hieraan een einde te stellen ? Hoe staat het met het register van de diergeneeskunde in de bedrijven ? Zal dit register dergelijke praktijken voorkomen en hoe ?

Na de persberichten rezen nog volgende vragen en bedenkingen. Het probleem van de kalmeringsmiddelen bestaat blijkbaar alleen in België. Is het toegelaten dat varkenskwekers en -vervoerders de varkens inspuiten met tranquillizers vóór het transport naar het slachthuis ? Ik heb horen zeggen dat ook het nevelen een gangbare praktijk is. Mogen vervoerders in hun vrachtwagen tranquillizers of andere diergeneesmiddelen bij zich hebben ?

Zijn er door de inspectie vroeger reeds controles uitgevoerd op het gebruik en bezit van kalmeringsmiddelen ? Zijn er varkenshouders die stressgevoelige varkens kweken en daardoor tranquillizers moeten toedienen ?

Le président : La parole est à Mme **Martine Schüttringer**.

Mme Martine Schüttringer (ECOLO-AGALEV) : Monsieur le président, monsieur le ministre, nous avons entendu, ces dernières semaines, que nous connaissions une crise très importante du porc.

La vente de porc est liée à un cycle plus ou moins régulier, avec des creux tous les quatre ou cinq ans. Mais pour le moment, les spécialistes disent que c'est la crise la plus importante que nous ayons vécue depuis 28 ans. La situation ne se règle, la plupart du temps, que quand des producteurs disparaissent et malheureusement, c'est souvent le cas des petits producteurs.

En 1997, je vous avais déjà interpellé suite à un dossier de Test-Achats concernant la présence d'antibiotiques dans la viande de porc et vous m'aviez répondu que Test-Achats faisait une présentation étrangement raccourcie de la réalité.

Un an et demi plus tard, Test-Achats persiste et signe car en plus de dénoncer l'augmentation des infractions de présence d'antibiotiques, il dénonce maintenant le fait que 67% des échantillons analysés contiennent des résidus de tranquillisants. Test-Achats invite même les consommateurs à la limitation de la consommation de la viande de porc et déconseille aux utilisateurs de manger du spiering, ce morceau risquant de contenir des résidus de tranquillisant assez importants. Il y a trois semaines, M. Colla disait qu'il était impossible de comparer les chiffres de Test-Achats avec les chiffres de l'IEV car on ne savait pas quelles normes étaient utilisées.

Les chiffres de Test-Achats concernent uniquement la viande de porc alors que ceux de l'IEV se rapportent à l'ensemble des viandes, d'où une dilution du pourcentage d'échantillons positifs.

Test-Achats avait déjà publié un premier rapport et vous aviez, ainsi que M. Colla, formellement marqué votre désaccord quant à son contenu, allant même jusqu'à dire qu'il ne fallait pas travailler sur la base de certains articles de presse. Avez-vous pris contact avec Test-Achats pour connaître leurs normes et ne pourrait-on envisager un jour d'adopter les mêmes normes pour

les études comparatives de différents chiffres ? Cela permettrait au consommateur de s'y retrouver plus facilement. En effet, nous sommes constamment confrontés à deux sons de cloche différents.

M. Colla a néanmoins reconnu la gravité du problème pour ce qui concerne les tranquillisants. Il a notamment dit qu'il ferait inscrire dans les notices l'interdiction d'utiliser des tranquillisants avant de conduire les animaux à l'abattoir. Je veux bien admettre qu'il s'agisse d'une bonne mesure mais je me souviens d'une intervention de Mme Van de Casteele signalant que beaucoup d'antibiotiques et de tranquillisants étaient vendus au marché noir et, dès lors, n'étaient accompagnés d'aucune notice.

Nous nous trouvons dans une période de crise du porc et il serait intéressant, pour nos producteurs, d'être concurrentiels non plus par rapport au prix mais plutôt par rapport à la qualité de la viande. Il serait intéressant de prendre des décisions politiques en ce sens. Il est vrai que les consommateurs ont leur part de responsabilité et vous l'avez souvent répété, ainsi que M. Colla. Mais il s'agit d'un ensemble : nos producteurs, le monde politique, les consommateurs et les éleveurs doivent décider, à un moment donné, d'opérer un changement et de préférer la qualité à la quantité.

Les chiffres de M. Colla concernant les échantillons positifs pour les tranquillisants sont passés à 20%. Donc, même s'il existe une différence entre les chiffres de Test-Achats et ceux de l'IEV, on assiste néanmoins à une augmentation. Le ministre signale d'ailleurs que sur le plan strict de la santé publique, il ne considère pas comme intéressant d'utiliser les antibiotiques comme stimulateurs. Mais il dit - je trouve ses propos amusants - qu'il comprend votre choix et vos options économiques et écologiques.

Je me pose des questions. Que signifient à vos yeux des "conceptions économiques et écologiques" par rapport notamment au marché du porc ? Va-t-on renforcer les contrôles concernant les abus de tranquillisants ? En 1997, vous parliez de contrôles adaptés en fonction du principe "pollueur-payeur". Quels sont les résultats ? Malgré l'accroissement des contrôles, comment arrive-t-on à une nouvelle augmentation des chiffres ? A l'époque, vous nous aviez détaillé votre politique à court, moyen et long terme. Je me doute que les changements ne peuvent se faire du jour au lendemain, mais comment justifier une aussi grande différence entre vos

déclarations et celles de Test-Achats ? Contestez-vous encore les analyses de Test-Achats ? Avez-vous pris contact avec ses responsables ? M. Colla a parlé d'une réunion avec des experts, à propos de la problématique des tranquillisants. A-t-elle eu lieu et qu'en est-il résulté ?

De voorzitter : De minister heeft het woord.

De heer **Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen : Mijnheer de voorzitter, dames en heren, via een persbericht heb ik reeds de kans gehad een aantal punten mee te delen en cijfers te geven met betrekking tot het beleid terzake. Op 10 juni 1998 heb ik in de commissie voor de Volksgezondheid kunnen antwoorden op vragen inzake het gebruik van antibiotica in diervoeding. Het verheugt mij dat ik hier vandaag aanwezig kan zijn om deze aangelegenheid nader toe te lichten. Mijn antwoord zal uit twee delen bestaan. Voor de goede gaan van zaken wil ik eerst het probleem van de kalmeermiddelen toelichten. Daarna zal ik het specifiek hebben over het probleem van de antibiotica. Hoewel deze twee zaken elkaar soms overlappen meen ik dat het beter is ze systematisch te benaderen.

Een eerste punt betreft de tranquillizers. Het probleem van de stressgevoeligheid van de Belgische varkensstapel is reeds vrij lang bekend. Dit fenomeen houdt geen verband met de ontwikkeling van grote complexen en bedrijven - dat is een totaal ander debat - maar wel met de genetische geaardheid van het Piétrainvarken. Dit soort varken wordt, zoals u weet, in ons land in grote mate gebruikt voor kruising omdat het mager vlees geeft. Deze genetische geaardheid heeft tot gevolg dat het varken, wanneer het onder stress komt te staan voor het wordt geslacht, een verschijnsel vertoont dat men beschrijft onder de term PSE, wat staat voor *Pale Soft Exudative*, met alle commerciële gevolgen van dien.

De sector kent het probleem van de stressgevoeligheid en is er door het departement van Landbouw meerdere jaren geleden voor gewaarschuwd dat er in geen enkel geval schadelijke gevolgen mogen zijn voor de consument ingevolge de aanwezigheid van residuen van kalmeermiddelen in het varkensvlees.

In *illo tempore non suspecto* hebben we met het koninklijk besluit van 8 september 1997 een reglementering ingevoerd die geen onduidelijkheid laat bestaan over onze bedoelingen. Indien

het IVK de illegale aanwezigheid vaststelt van residuen van kalmeermiddelen bij varkens die naar het slachthuis worden gebracht, dan wordt de hele veestapel onmiddellijk gebrandmerkt - gestigmatiseerd - met het R-statuut.

Het H-statuut is ondertussen bekend. Men weet welke consequenties het heeft en welke de impact ervan is op de daling van het hormonengebruik in ons land. Het R-statuut heeft tot gevolg dat gedurende acht weken - 26 in geval van recidive - tenminste 10% van de slachtvarkens van de hele kudde wordt gecontroleerd. Dat gebeurt op kosten van de verantwoordelijken. In dat geval zoekt men naar de eventuele aanwezigheid van kalmeermiddelen. Men hanteert het principe "de vervuiler betaalt." Deze zaak ligt immers iedereen na aan het hart. Iedere analyse kost 8 000 frank. Ik nodig u uit een oefening te maken. Als men, met betrekking tot een middelgroot bedrijf, de periodieke leveringen aan de slachthuizen nagaat, daarvan 10% neemt en dat getal vermenigvuldigt, bekomt men de aantasting van de rendabiliteit en de winstmogelijkheden die een dergelijk bedrijf derft.

De veterinaire diensten van mijn departement hebben reeds 13 R-statuten verleend aan varkensstapels sedert juli 1998. Het systeem, dat werd ingevoerd in september 1997, is vandaag dus volledig operationeel.

De sector zelf beschikt ook over een aantal mogelijkheden om dit probleem op te lossen. Ik denk inzonderheid aan een drietal punten. Ten eerste kan men een betere genetische selectie van de zeugen en de beren doorvoeren. Ten tweede heeft men de mogelijkheid de transportmodaliteiten te verbeteren en de varkens uit te vasten. Een derde maatregel die men kan nemen is het invoeren van een rusttijd in het slachthuis tussen het lossen en het slachten.

Ik ben de mening toegedaan dat de overheid moet optreden, zo nodig repressief, maar dat de sector terzake ook zijn verantwoordelijkheid moet dragen. Ik heb het gevoel dat de sector zich terdege bewust is van de dringende noodzaak om de nodige acties te ondernemen.

Wat de cijfers die *Test Aankoop* heeft gepubliceerd betreft, laat ik uiteraard de verantwoordelijkheid hiervoor over aan *Test Aankoop* zelf. Ik wil evenwel niet verhehlen dat ik nogal wat vragen heb bij de betrouwbaarheid van de uitgevoerde testen, maar dat is wellicht minder belangrijk dan de publiciteit daaromtrent. Ik heb ook twijfels met betrekking tot de interpretatie van hun resultaten.

Pinxten

Men heeft het over 67% positieve gevallen, terwijl mijn collega van Volksgezondheid tot een cijfer komt van 7,33%, zoals blijkt uit zijn verslag 1997 betreffende het programma voor controle op residuen in dieren en vers vlees.

Zelfs een cijfer van 7,33% is onaanvaardbaar en een polemiek hierover zal het cijfer niet doen dalen. Een versterkte controle in de slachthuizen - een striktere toepassing van het statuut lijken mij ten slotte doeltreffende maatregelen te zijn om het oneigenlijke gebruik van kalmeermiddelen in de sector - want daarover gaat het toch - zo spoedig mogelijk een halt toe te roepen. Dan kom ik bij mijn tweede hoofdstuk, namelijk antibiotica. Ik zal eerst preciseren waarvoor antibiotica wordt gebruikt en welke problemen daarmee gepaard kunnen gaan ten einde te voorkomen dat er foute conclusies zouden worden getrokken.

Antibiotica wordt gebruikt voor drie doeleinden. Ten eerste is er het curatieve doel. Dat schept twee problemen, namelijk residuen in het vlees en antibioticaresistentie. Ten tweede is er het preventieve gebruik met dezelfde nadelen als bij het curatieve gebruik. Ten derde wordt antibiotica, nog gebruikt als groeibevorderaar met eventueel het optreden van antibioresistentie. Dat is het schema dat ons uitgangspunt moet zijn, ten minste als wij daarover een zakelijk gesprek willen voeren en niet willen vervallen in slogans, *one liners* en cafétoogniveau.

Het is van essentieel belang dat men dit schema voor ogen houdt. Wanneer ik u in februari 1997 zei dat *Test Aankoop* daarvan een vereenvoudigde voorstelling maakte, dan was dat omdat zij, op basis van de vaststelling van de aanwezigheid van residuen in het vlees van gevogelte - want daar ging het toen over - voorstelde te ageren tegen de derde categorie van antibioticagebruik, precies omdat er daar geen residuen in het vlees zijn. Ik geef u gewoon een zakelijke, wetenschappelijke uitleg.

Het is onnodig te zeggen dat het gebruik van antibiotica in het vlees een complexe aangelegenheid is met gevolgen die hoe dan ook ingrijpend kunnen zijn op andere domeinen zoals leefmilieu en de voedselveiligheid. Het gaat om een belangrijk probleem waarop ik niet wil antwoorden met slogans maar met een gedetailleerde uiteenzetting.

Wat het economische aspect betreft, veroorzaakt het gebruik van antibiotica als groeibevorderaar in de dierlijke voeding - dat is een vaststelling die ik

doe - een verbetering van de omzetting van voeder in vlees met 2,5 tot 7%, afhankelijk van de leeftijd en van de diersoort. In het Nederlands gebruikt men in dat verband zelfs het begrip "voederbespaarder". Zelfs de hoeveelheid dierlijke uitwerpselen - de jongste dagen een zwaar discussiepunt in het Vlaamse Gewest - vermindert erdoor, wat het milieu ten goede komt.

In een studie komt professor Viaene van de Rijksuniversiteit Gent tot de conclusie dat de afschaffing in België van de antimicrobiële stoffen die aan varkens en pluimveevoeder worden toegevoegd, zou leiden tot een toename van de mestproductie die overeenstemt met 1 755 ton fosfaten en met 2 840 ton nitraten. Het economische nadeel van een dergelijke maatregel wordt geraamd op 821 miljoen frank. Men mag uiteraard veronderstellen dat dit economisch nadeel volledig ten nadele is van de producent.

Ik geef toe dat het beter zou zijn als er voeder werd ontwikkeld dat volledig en rechtstreeks door het dier kon worden opgenomen. De wetenschappelijke onderzoeken gaan trouwens die richting uit. Hierdoor zou het gebruik van deze substanties op termijn overbodig worden. Tot zover het economische en leefmilieuaspect van de zaak.

Het belang van het gebruik van antibiotica bij de preventieve behandeling van dierenziekten lijkt daarentegen een stuk twijfelachtiger. Al te vaak dient men antibiotica op een blinde manier toe, vaak meer uit gewoonte dan uit noodzaak. Teneinde hiertegen in te gaan hebben de ministeries van Volksgezondheid en van Landbouw een plan ontwikkeld om de globale problematiek van de dierengeneeskundige middelen, en dus ook van de antibiotica, beter te beheren. De bedoeling is te komen tot een controleerbaar en verantwoord gebruik van dierengeneesmiddelen.

In februari 1997 heb ik uitleg verschaft over de conclusies van dit overleg. Daarbij heb ik duidelijk gemaakt dat de uitvoering van het plan in drie stappen is onderverdeeld. De eerste fase, de kortste, is voltooid. Hierin stond de implementatie van het H- en R-statuuut centraal. Een tweede fase gaat over de middellange termijn en is uitgewerkt in meerdere ontwerpen van koninklijk besluit die sinds juni 1997 aan de Raad van State werden overgemaakt waar ze zich tot op heden bevinden. De onderwerpen van die koninklijke besluiten zijn de diergeneeskundige bedrijfsbegeleiding, de voorwaarden voor het voorschrijven, de aflevering en het gebruik van dierengeneesmiddelen en het bijhouden van gegevens over het

gebruik van de geneesmiddelen die werden toegediend aan de dieren bestemd voor consumptie en het zogenaamde register voor dierengeneesmiddelen. Ik vestig uw aandacht op de dierengeneeskundige bedrijfsbegeleiding. Die is zeer belangrijk omdat ze de kwaliteit van de voeding, de hygiëne, de habitat en het welzijn van de dieren moet optimaliseren. Hierdoor zou het gebruik van antibiotica moeten afnemen. Deze aanpak, zal zowel in het economisch als het sanitair belang, moeten leiden tot een rationeel gebruik van profylactische en curatieve middelen. De derde fase, op lange termijn, heeft tot doel de distributie van geneesmiddelen te informatiseren.

Wat het aspect van de volksgezondheid betreft moet de problematiek vanuit twee invalshoeken worden benaderd. In de eerste plaats is er de aanwezigheid van residu's in de producten die voor consumptie worden aangeboden. Vervolgens is er de mogelijkheid dat er kruisresistentie ontstaat tegen antibiotica die in de menselijke geneeskunde worden gebruikt. Het eerste aspect valt sinds 1970 integraal onder de Europese regelgeving, in het bijzonder onder de richtlijn 70/254 van de E.E.G. en de Belgische regelgeving die uit deze richtlijn is voortgevloeid, met name het koninklijk besluit van 10 september 1987 en het ministerieel besluit van 11 september 1987 met betrekking tot de handel in en het gebruik van grondstoffen bestemd voor diervoeding. Op Belgisch niveau is ook het R-statuuut van toepassing op antibiotica-residu's. Ik wijs de leden erop dat het bij de residu's gaat om het preventieve en het curatieve gebruik van antibiotica, en niet het gebruik als groeibevorderaar.

Een tweede aspect is de kruisresistentie. In dit verband werd door het directiecomité van het wetenschappelijk comité van de Europese Unie een studie opgestart. Het ziet ernaar uit dat kruisresistentie voor sommige substanties niet kan worden uitgesloten. Bijgevolg moet hiermee rekening worden gehouden bij een hernieuwd onderzoek van de toegelaten substanties.

Er werd ook verwezen naar het Zweedse model. Een Brits wetenschapper, Anthony Mudd, heeft de Zweedse cijfers in twijfel getrokken. Bij het gebruik van geneesmiddelen is de dosering per kilogram-gewicht afhankelijk van het soort antibioticum dat men toedient. Volgens de heer Mudd is het gebruik van tetracycline in Zweden waarschijnlijk met 4000 kilogram gedaald. Het product werd volgens hem door sterkere antibiotica vervangen. Tot slot van het dossier over antibiotica en

Pinxten

het gebruik ervan als groeibevorderaar wil ik de leden op twee adviezen wijzen. Ten eerste, als er met betrekking tot de volksgezondheid oprechte twijfels bestaan over de schadelijkheid of onschadelijkheid van sommige toegelaten antibiotica, dan moeten deze middelen worden verboden of moet het gebruik ervan drastisch worden vermindert tot de twijfels zijn opgeheven. Er is geen enkele reden om het gebruik van antibiotica waarover geen twijfels inzake kruisresistentie bestaan, te beperken of te verbieden. Ten tweede moet de sector, van producent tot distributeur, voor zichzelf uitmaken of de eventuele achteruitgang van het merkimago en de reputatie bij de consument als gevolg van het gebruik van antibiotica opweegt tegen de economische voordelen van dit gebruik. Dit staat los van de volksgezondheid. De producenten en distributeurs moeten zich in dit verband aan een gewetensonderzoek onderwerpen. De consument moet beseffen dat zijn keuze gevolgen zal hebben voor de prijs enerzijds en het milieu anderzijds. Al deze elementen spelen mee bij het bepalen het standpunt van de Belgische regering. Wij gaan hierbij uit van een analyse van de wetenschappelijk risico's waarbij wordt rekening gehouden met alle elementen in het dossier. Zodoende komen we tot een genuanceerde stellingname die zich niet leent tot zwart-witbeelden.

Inzake vleeskwiteit heeft ons land altijd een assertief tot zelfs een agressief beleid ontwikkeld, dat volledig is gericht op de bescherming van de verbruiker, ongeacht of het gaat om de bestrijding van hormonengebruik dan wel over de problematiek van de dierenziekten. Ik kan de leden van deze commissie verzekeren dat dit ook de lijn zal zijn die ik de toekomst wens te volgen. Deze is ingegeven door het Keynesiaans economisch inzicht dat als er geen vraag meer is er ook geen productie meer moet zijn. Het is dus in het belang van de producenten dat er vertrouwen is en dat er consumptie kan zijn van de eigen producten. Dat is ook mijn houding ten aanzien van de dossiers antibiotica en pijnstillers.

De voorzitter: De heer Julien Verstraeten heeft het woord.

De heer **Julien Verstraeten** (SP): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, u antwoord was zeer duidelijk. Over de antibiotica ga ik geen verdere vragen stellen. Inzake tranquillizers werd de strikte toepassing gevolgd. Gedurende een korte periode hebben enkelen reeds resultaten bereikt. Dat is positief maar, er is één punt waarover ik

geen duidelijkheid heb, namelijk over de registers van de dierengeneesmiddelen. Worden die op de bedrijven zelf gecontroleerd? Kan men bijvoorbeeld nazien of er een verwerking is van tranquillizers en antibiotica?

De voorzitter: De minister heeft het woord.

Minister Pinxten: Mijnheer de voorzitter, ik heb daarnet gezegd al dat het ontwerp bij de Raad van State is. In het ontwerp van koninklijk besluit is duidelijk voorzien in de mogelijkheid precies na te gaan welke medicatie in welke hoeveelheid aan welke dieren op welk ogenblik is toegediend. Dit is natuurlijk van belang om te kunnen nagaan of de residu's nog aanwezig zijn of niet. Daar was nogal wat weerstand tegen vanuit de sector. Ik begrijp dat ook, het maakt het leven van de producenten niet gemakkelijker, maar het betreft hier een belangrijke vertrouwenwekkende maatregel.

De voorzitter: Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Jo Vandeurzen aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de problematiek van de winkels verbonden met een tankstation" (nr. 1433)

Question orale de M. Jo Vandeurzen au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "la problématique des magasins liés à une station-service" (n° 1433)

De voorzitter: De heer Jo Vandeurzen heeft het woord.

De heer **Jo Vandeurzen** (CVP): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, er is een debat geweest, gevolgd door een regelgeving rond de sluiting van de winkels die 24 uur open zijn. U hebt toen gezegd dat er een juridisch-economische studie zal worden opgesteld in verband met de winkels, verbonden aan tankstations. Dat heeft wat discussie veroorzaakt bij de tankstations die al dan niet langs de autosnelweg zijn gelegen. Aan wie is deze studie toevertrouwd? Is die studie uitgevoerd, afgerond en staat ze ter beschikking? Is de studie van die aard dat zij aanleiding geeft tot een discussie over een verfijning van de bestaande wetgeving?

De voorzitter: De minister heeft het woord.

De heer **Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen: Mijnheer de voorzitter, ik kan een kort antwoord geven op deze korte vraag. Ik heb inderdaad de opdracht gegeven een studie te maken over de problematiek voor de tankstations, die niet langs autosnelwegen zijn gelegen en die een bijhorende shop hebben. Deze studie wil onderzoeken of hiervoor een aparte bijkomende regeling nodig is. Het doel van het onderzoek is die tankstations, die niet langs autosnelwegen zijn gelegen en die ook een shop hebben, in kaart te brengen, na te gaan waar zij gelegen zijn, hoeveel mensen zij tewerkstellen, wat hun openingstijden zijn, wat hun productaanbod is en wat de verhouding is in exploitatie en exploitatieopbrengst tussen de brandstofverkoop en de andere activiteiten. Wij hebben daarover uiteraard een bepaald vermoeden maar willen dat eens precies in kaart brengen. De opdracht wordt uitgevoerd door de eigen administratie van het departement van Middenstand. Het onderzoek op het terrein is sinds eind september afgerond. De onderzoeksgegevens worden op dit ogenblik verwerkt, zodat wij in de loop van de maand december de volledige resultaten van dat terreinonderzoek ter beschikking zullen hebben. Ik kan vandaag dus niet vooruitlopen op een eventuele verfijning van de regelgeving, maar het is uiteraard wel de bedoeling rekening te houden met de resultaten van het onderzoek. Van meet af aan heb ik ook in de Kamer gezegd dat, wat ook de resultaten van de studie zijn, het niet de bedoeling kan zijn de concurrentiepositie van de handelszaken die wel aan verplichte sluitingsuren zijn onderworpen, aan te tasten. Dat is ook niet de geest van de tekst die in de Kamer werd goedgekeurd en vandaag nog in behandeling is in de Senaat. Ik kan dus moeilijk vooruitlopen op de afwikkeling, maar dat is de stand van zaken.

De voorzitter: De heer Jo Vandeurzen heeft het woord.

De heer **Jo Vandeurzen** (CVP): Mijnheer de minister, wanneer krijgen wij daarover informatie ter beschikking?

Minister Pinxten: Uiteraard sta ik ter beschikking van het parlement.

De heer **Jo Vandeurzen** (CVP): Kunnen wij die studie ook inzien?

Minister Pinxten: Zodra ik de informatie kan geven.

De voorzitter: Het incident is gesloten.

voorzitter

L'incident est clos.

Question orale de M. Joseph Arens au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "la réforme de la politique agricole commune" (n° 1472)

Mondelinge vraag van de heer Joseph Arens aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de hervorming van het gemeenschappelijk landbouwbeleid" (nr. 1472)

Le **président** : La parole est à M. Joseph Arens.

M. Joseph Arens (PSC) : Monsieur le président, monsieur le ministre, à la suite de la communication faite par la Commission européenne à propos de l'Agenda 2000, lors du sommet européen de Luxembourg qui a eu lieu en décembre dernier, et des propositions législatives déposées par cette commission en mars 1998, les négociations concernant la réforme de la PAC, dans le cadre de l'Agenda 2000, ont véritablement débuté.

Le conseil de l'Agriculture, qui a eu lieu les 19 et 20 octobre derniers, a probablement permis de faire le point dans un rapport qui devrait aboutir au Conseil européen de décembre à l'adoption des grandes orientations afin de permettre de finaliser l'ensemble de la réforme en mars 1999.

En juillet dernier, lors d'un échange de vues au sein du comité d'avis fédéral, chargé des questions européennes, vous aviez fait part de vos insatisfactions à propos des propositions émises par la commission :

- 1) la commission continue de lier la problématique de l'élargissement à une réduction radicale des prix des grandes productions, et ce afin d'accroître la compétitivité de la production communautaire au niveau du marché mondial;
- 2) les compensations partielles prévues ne sont pas adéquates. Rien de fondamental n'est proposé pour atteindre un meilleur niveau de développement rural et répondre positivement aux exigences environnementales;
- 3) les petites et moyennes entreprises agricoles risquent à nouveau d'être les plus touchées.

Vos préoccupations se portaient essentiellement sur la préservation d'un modèle spécifique et viable d'une agriculture européenne, susceptible d'être ensuite étendue avec succès aux pays d'Europe centrale et orientale.

Les incertitudes budgétaires concernant l'évolution des dépenses agricoles et des coûts d'élargissement, les difficultés de reprise par les P.C.O. de l'acquis communautaire, en particulier des aspects normatifs, sanitaires et de qualité des produits agricoles, je les partage entièrement. Mais l'évolution du dossier me paraît particulièrement inquiétante à plusieurs égards.

On parle toujours du modèle agricole européen et de la défense des normes qualitatives, sociales et environnementales, mais la réforme de la PAC est née d'une tout autre logique : les contraintes budgétaires accentuées par l'élargissement et l'adaptation à la libéralisation orchestrée par l'OMC. Les négociations techniques et sectorielles en cours ne vont pas changer le cap.

En outre, alors que les diminutions de prix de soutien dans les secteurs des céréales, du lait et surtout de la viande bovine auront des répercussions dramatiques dans notre monde agricole belge, quatre pays ont fait une contre-proposition pour diminuer jusqu'à 30% le prix de soutien au lait, avec, à terme, l'élimination des quotas. Si cela devait se réaliser, ce serait une catastrophe. J'espère que vous vous battrez pour que l'on n'en arrive pas là.

Le ministre peut-il me dire si l'évolution des négociations en cours le satisfait au niveau des réductions de prix et des compensations partielles ? Je parle en particulier des mesures prises en matière de développement rural et des exigences environnementales, sociales et qualitatives de la production des petites et moyennes entreprises.

Quelle est la position du ministre et des autres pays concernant la nouvelle proposition de diminution des prix de soutien de 30% pour le lait ?

Le ministre défend-il toujours des propositions ciblées pour les petites exploitations et le secteur de la viande bovine, du fait des spécificités belges, notamment au niveau des plafonnements des aides ?

Le budget communautaire sera-t-il suffisant pour rencontrer les problèmes générés par l'Agenda 2000 pour le monde agricole ? Comment le ministre envisage-t-il la suite des négociations, sur le plan du calendrier et des instances en charge du dossier ? La position belge est-elle définitivement adoptée ?

Le **président** : La parole est au ministre.

M. Pinxten, ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises : Monsieur le président, je rappellerai

que le volet agricole fait partie de l'ensemble des propositions touchant à la réforme des fonds structurels, à la problématique de l'élargissement de l'Union européenne, ainsi qu'à la problématique des perspectives financières 2000-2006.

Une coordination s'impose donc. Elle a été confiée au conciliateur général afin qu'un accord puisse aboutir sur l'ensemble de l'Agenda 2000.

Un calendrier a été arrêté. A Cardiff, il a été convenu que, lors du sommet de Vienne, prévu pour la mi-décembre, des progrès substantiels devraient être enregistrés sur les éléments-clés de l'Agenda 2000, de telle sorte qu'un accord politique puisse intervenir sur l'ensemble, et ce au plus tard en mars 1999.

En vue de respecter ce calendrier, la présidence autrichienne a prévu de travailler par étapes. Tout d'abord, il faudra procéder à la clarification des propositions. Ce travail a été effectué par les experts entre les mois de juillet et d'octobre 1998. Lors du Conseil prévu pour le mois de novembre prochain, une note de la présidence sera présentée et on discutera du projet de rapport du conseil "agriculture" au conciliateur général en vue du Sommet de Vienne.

Sur le plan technique, les négociations doivent encore démarrer. Je ne reviendrai pas sur leur contenu si ce n'est que, pour le lait, un élément nouveau est apparu dans le courant de septembre, lors du dépôt d'une proposition alternative par quatre de mes collègues, mon collègue britannique, ma collègue suédoise, mon collègue danois et mon collègue italien qui ont proposé de diminuer le prix du lait de 30% au lieu de 15%. Ils ont également proposé une augmentation du quota à raison de 4% au lieu de l'augmentation de 2% qui remplaçait déjà le taux de 20%.

Ils ont surtout suggéré de supprimer les quotas laitiers à partir de 2006. La Belgique ainsi que tous les autres Etats membres, hormis les quatre précités et la Grèce, ont catégoriquement rejeté cette alternative qui ne permet pas de rencontrer la préoccupation du Conseil de protéger le modèle agricole européen.

Le régime des quotas laitiers a été instauré en 1984. Malgré les difficultés de gestion inhérentes à ce type de mesure de gestion de l'offre, je crois que ce régime a contribué à rééquilibrer le secteur. Aucun argument majeur ne justifie actuellement une modification de ce système. C'est ma position personnelle et celle de la Belgique.

En ce qui concerne le secteur de la viande bovine, qui reste au centre de nos préoccupations, la Belgique vient de déposer un mémorandum dont le but est de présenter objectivement les spécificités du secteur belge de la viande bovine et de le situer par rapport à l'Union européenne.

Quelles sont les grandes lignes de ce mémorandum ? Il en ressort essentiellement que cette production occupe une place prépondérante dans l'économie agricole belge. Depuis plusieurs années déjà, les revenus des producteurs spécialisés sont faibles et au-dessous de la moyenne du revenu agricole belge. Les propositions de l'Agenda 2000 aggraveront la situation, en raison des compensations partielles à la baisse de 30% des prix proposés. Notre production présente une spécialisation marquée dans le bétail de qualité : 53% de la production bovine belge se situent dans les classes S et E. Pour établir une comparaison avec d'autres pays, en Autriche, par exemple, on retrouve seulement 14% dans la même catégorie, et en France 9%. Dans le domaine de la qualité de la viande bovine, la Belgique se situe donc au sommet.

Nous réclamons des corrections substantielles aux propositions et des mesures de maîtrise de la production, seules aptes à rétablir une certaine rentabilité.

Les véritables négociations doivent encore intervenir et risquent d'être fort longues, compte tenu des enjeux énormes et des points de vue en présence.

S'ajoute à cela le débat budgétaire, lui-même compliqué par le rapport de la commission relatif au financement de l'Union européenne, qui a été publié il y a quelques semaines. Ma première préoccupation dans ce débat est d'éviter toute forme de renationalisation de la PAC. J'estime que ce serait funeste, non seulement pour la politique agricole belge mais aussi pour toute politique communautaire.

La position belge est élaborée au sein du gouvernement, après coordination entre les départements fédéraux, les régions et les communautés.

En outre, le ministre des Affaires étrangères lui-même fait régulièrement rapport au Conseil des ministres sur l'évolution des travaux. Ce point est d'ailleurs inscrit presque chaque semaine à l'ordre du jour du Conseil des ministres.

Pour conclure, je puis vous assurer que le dossier agricole et les quelque 50 000 exploitations agricoles de notre pays conservent le soutien du gouvernement belge.

Le président : La parole est à M. Joseph Arens.

M. Joseph Arens (PSC) : Monsieur le président, je remercie le ministre pour cette réponse et surtout pour la position du gouvernement et l'importance qu'il donne à la politique agricole.

J'ai cependant encore une petite question. Je suis très préoccupé par l'évolution du budget communautaire et, comme vous l'avez très bien dit, la tentation de renationaliser une partie au moins de la politique agricole. Dans vos discussions au niveau européen, y a-t-il une ouverture en faveur d'un accroissement du budget ? Nous ne pouvons pas maintenir le budget à sa hauteur actuelle, avec l'élargissement en vue. Ressentez-vous un réel blocage, surtout de la part des pays qui ont introduit l'alternative ces dernières semaines ?

Le président : La parole est au ministre.

M. Pinxten, ministre : Si l'on observe la marge des moyens propres, à savoir 1,27% des PNB des Etats membres, la dernière source de financement est la contribution en fonction du PNB. Il s'agit donc d'une ressource marginale. En pratique, sur ce taux de 1,27 dans le budget de l'année prochaine, nous utiliserons 1,13%. Le débat actuel ne porte donc pas sur une augmentation des moyens propres mais plutôt sur le fait de savoir ce que nous ferons de la différence entre 1,27% et 1,13%, quelle sera la marge sur la ligne directrice. Y affectera-t-on des dépenses qui, jusqu'à présent, ne tombent pas dans ce cadre ?

Le président : La parole est à M. Joseph Arens.

M. Joseph Arens (PSC) : Monsieur le président, je remercie le ministre pour sa réponse.

J'ai encore une petite question à lui poser. Si j'ai bien compris, l'objectif que s'est fixé le gouvernement belge, c'est de maintenir les 50 000 emplois directs en agriculture. Est-ce bien exact ?

Le président : La parole est au ministre.

M. Pinxten, ministre : L'objectif direct de la politique agricole belge est de renforcer le secteur agricole belge. Mais l'on constate d'année en année une diminution constante de la population belge active dans ce secteur.

Si vous avez des suggestions à faire sur la manière d'y maintenir l'emploi, je suis ouvert à vos propositions.

Le président : L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

Mondelinge vraag van de heer Luc Willems aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de vereenvoudiging van de administratieve omgeving voor bedrijven en de oprichting van een virtueel loket" (nr. 1526)

Question orale de M. Luc Willems au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "la simplification des formalités administratives pour les entreprises et la création d'un guichet virtuel" (n° 1526)

De voorzitter : De heer Luc Willems heeft het woord.

De heer Luc Willems (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijn vraag heeft betrekking op de uitvoering van de programmawet op het zelfstandig ondernemerschap, die in deze commissie werd besproken. Ik wil vooral ingaan op het aspect van de administratieve vereenvoudiging. De programmawet hield immers heel wat innovaties in met betrekking tot de wijze waarop de overheid omgaat met de lasten en de bureaucratische verplichtingen die aan het bedrijfsleven worden opgelegd. De artikelen 37 tot 44 gaan over deze innovaties. Ik meen dat het, acht maanden na de goedkeuring van deze wet, tijd is voor een stand van zaken.

In de wet werden veel bevoegdheden toegewezen aan de Koning. Een van de eerste bevoegdheden was het erkennen van de centra voor de begeleiding van en de administratieve vereenvoudiging voor de KMO's. Hoever staat men met de erkenning van deze centra ? Is de erkenningsprocedure, waarvan in artikel 37 sprake is, vastgelegd ? Welke criteria worden gehanteerd ?

Een ander belangrijk punt is het virtueel KMO-loket. Het is de hoofdpodracht van de erkende KMO-centra om dit te ontwikkelen. Vervolgens is er de federale dienst "administratieve vereenvoudiging" die zich over de verschillende initiatieven moet buigen en moet nagaan hoe de relaties tussen de overheid en het bedrijfsleven meer gestroomlijnd kunnen verlopen. Tenslotte is er de administratieve impactfiche waarbij de overheid een moment van bezinning inbouwt alvorens het bedrijfsleven nieuwe normen op te leggen. Deze taken werden uitdrukkelijk aan de Koning toegewezen. Kan de minister ons een stand van zaken geven ?

De voorzitter : De minister heeft het woord.

De heer **Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen : Mijnheer de voorzitter, de administratieve vereenvoudiging werd in de KMO-programmawet verankerd om de parlementsleden de mogelijkheid te geven de regering te gelegener tijd te interpellieren en dus na te gaan in welke mate de wettelijke palingen werden uitgevoerd. Ik ben dan ook heel verheugd met deze interpellatie.

De administratieve vereenvoudiging ligt vervat in de wet van 10 februari 1998 en wordt in de eerste plaats belichaamd door de Dienst voor de Administratieve Vereenvoudiging. Deze dienst kan maatregelen voorstellen die de bureaucratische complexiteit voor de ondernemingen kan vereenvoudigen. Zij kan een methode ontwikkelen voor het berekenen van de kostprijs van de administratieve formaliteiten en procedures en de voorstellen tot vereenvoudiging van de verschillende administraties op elkaar afstemmen. Die laatste bevoegdheid wordt toegekend krachtens artikel 41, paragraaf 1, van de KMO-programmawet. Ook de uitbouw van een virtueel KMO-loket, waar zoveel mogelijk formaliteiten op één plaats kunnen worden vervuld en waarbij gebruik wordt gemaakt van de nieuwe informatietechnologieën, zal gebeuren onder leiding van deze dienst. Slechts als na een periode van drie jaar zou blijken dat de resultaten van het virtueel loket ontoereikend zijn, voorziet de programmawet in de oprichting van een netwerk van erkende KMO-centra, die voor de noodzakelijke begeleiding zullen instaan en evenwichtig over het hele land zullen zijn gespreid. Dit vindt men terug in artikel 39. In die zin moet de verhouding tussen het virtueel KMO-loket en de mogelijke oprichting van erkende KMO-centra worden bekeken.

De administratieve impactfiche wordt momenteel nog ontwikkeld, maar kan pas worden in gebruik genomen na een advies van de Dienst voor de Administratieve Vereenvoudiging, zoals voorzien in artikel 42.

Het uitvoeringsbesluit dat de oprichting en de werking van de dienst van de DAV regelt, werd na het van kracht worden van de KMO-programmawet van 10 februari, op de Ministerraad van 8 mei voorgelegd en goedgekeurd. De eerste minister heeft hierover binnen de maand advies gevraagd aan de Raad van State. Tot op heden wachten wij op het advies.

Ik geef u een samenvatting. De oprichting van de dienst kan slechts gebeuren nadat wij over het advies van de Raad van State beschikken. Hoewel dat advies binnen het tijdsbestek van een maand is aangevraagd, wachten we daar nog steeds op. Intussen zetten wij wel de voorbereidende werkzaamheden voort. Dit is de stand van zaken.

De voorzitter : De heer Luc Willems heeft het woord.

De heer **Luc Willems** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mag men veronderstellen dat die centra slechts kunnen erkend worden nadat dit uitvoeringsbesluit is gepubliceerd ?

Minister Pinxten : De wet is duidelijk. Dit moet gezien worden in relatie met de uitbouw van het virtueel loket. Dat was de wens van de Kamer. Als daarvan onvoldoende werk wordt gemaakt, zullen de KMO-centra worden erkend. Hoe dan ook, er moet een enkelvoudig loket komen en bij voorkeur virtueel, zo niet zal het via erkende KMO-centra zijn. Deze doelstelling ligt duidelijk vast. Ook het tijds kader van drie jaar ligt vast. De minister van Middenstand en KMO zal dus de centra kunnen erkennen.

De heer **Luc Willems** (CVP) : Mijnheer de minister, men ontwikkelt nu het virtuele loket. Lukt dit niet, dan kan men overgaan tot de erkenning van KMO-centra. Dat kan slechts operationeel worden op het ogenblik dat de DAV wordt opgericht. Binnen een tijdsbestek van drie jaar zullen daaruit twee zaken voortvloeien. In de eerste plaats gaat het om het virtueel KMO-loket, de impact-fiche. Als dat virtueel loket niet van de grond komt, dan kan men overgaan tot de erkenning van KMO-centra.

Minister Pinxten : Dat is juist. Zodra het licht op groen springt voor de oprichting van de DAV, zou de samenstelling ervan tamelijk snel kunnen gebeuren. Dat had u wellicht al vermoed.

De voorzitter : Het incident is gesloten. L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Jaak Van den Broeck aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de doping bij reisdieven" (nr. 1527)

Question orale de M. Jaak Van den Broeck au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "le dopage des pigeons" (n° 1527)

De voorzitter : De heer Jaak Van den Broeck heeft het woord.

De heer **Jaak Van den Broeck** (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, ik ben zelf geen duivenliefhebber, laat staan een duivenmelker, maar ik ken wel heel wat personen uit die kringen en ik moet zeggen dat er rond het onderwerp van mijn vraag toch aardig wat commotie is ontstaan.

Niemand zal ontkennen dat de Koninklijke Belgische Duivenliefhebbersbond (KBDB) sinds enkele jaren ernstige financiële inspanningen levert om de doping tegen te gaan. Een controle kost 11 500 frank. In 1998 werden er 260 controles uitgevoerd, wat een totale kost van ongeveer 3 miljoen frank betekent.

Los van het financiële aspect, blijven die controles in het huidige controlesysteem zinloos omdat het gebruik van verboden stoffen na enkele dagen niet meer zou kunnen worden ontdekt. Zoals destijds de hormonenmafia deed, begint men ook hier te experimenteren met cocktails, de zogenaamde camouflageproducten, die naar het schijnt niet meer op te sporen zijn.

In een brief van vermelde federatie naar uw departement van 7 oktober 1998, worden openlijk namen genoemd - onder meer van twee dierenartsen - en spreekt men in algemene zin over apothekers en dierenartsen die verboden preparaten aan de man brengen. Over de kostprijs van die producten wordt weliswaar zedig gezweven, maar ik durf aannemen dat die in verhouding staat tot de grootte van de bedragen die in de duivensport kunnen worden gewonnen.

Graag vernam ik van de minister of er reeds een onderzoek is ingesteld naar aanleiding van de aantijgingen in bedoeld schrijven. Aan welke concrete maatregelen denkt de minister om eventuele controles effectiever te maken ? Kan er op die bewuste cocktails een prijskaartje worden geplakt ? Is er enig bewijs tegen die bij naam genoemde veeartsen ? Wordt er onderzoek verricht naar de camouflageproducten, naar mogelijke detectiesystemen, enzovoort ?

De voorzitter : De minister heeft het woord.

De heer **Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen : Mijnheer de voorzitter, de geruchten - trouwens de titel van een prachtig boek van Hugo Claus - over nieuwe nog onbekende dopingmiddelen bij duiven zijn mij ook ter

Pinxten

ore gekomen. Ik ken de beschuldigingen tegenover apothekers en dierenartsen die geneesmiddelen leveren.

Tot dusver zijn er echter onvoldoende concrete gegevens of bewijzen om deze beweringen te staven. Ik heb de Koninklijke Belgische Duivenliefhebbersbond dan ook uitgenodigd hun vermoedens met concrete gegevens te stofferen. Ik beschik evenmin over gegevens die bewijzen dat er cocktails worden toegediend en ik ken zeker de kostprijs ervan niet.

In het kader van deze dopingproblematiek moet ik de aandacht vestigen op de wettelijke regeling die inhoudt dat een dierenarts voor therapeutisch gebruik bij duiven, in toepassing van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, antihormonale, beta-adrenalegetische of productiestimulerende werking, hormonale producten mag voorschrijven of toedienen.

Wanneer er echter redenen zijn om aan te nemen dat een dierenarts misbruik maakt van het recht om geneesmiddelen

voor te schrijven of te verschaffen, kan deze, in toepassing van artikel 9, § 3 van de wet op de uitoefening van de diergeneeskunde, opgeroepen worden om de medische noodzaak ervan - zowel wat betreft de hoeveelheid als het aangepaste karakter van de behandeling of de bestemming - te verantwoorden voor de bevoegde gewestelijke commissie van de Orde der dierenartsen.

Zodra ik beschik over concrete bewijzen dat de genoemde dierenartsen strafbare feiten stellen inzake het voorschrijven, verschaffen of toedienen van hormonale producten voor duiven, zal ik mijn diensten onmiddellijk opdragen een bijkomend onderzoek in te stellen. Dat onderzoek zal gebeuren in samenwerking met de farmaceutische inspectie van het ministerie van Volksgezondheid.

De voorzitter : De heer Jaak Van den Broeck heeft het woord.

De heer Jaak Van den Broeck (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn antwoord. Ik vind het kras dat de federatie mensen

met naam en toenaam noemt, zonder over harde bewijzen te beschikken. Ik wil dat beklemtonen, ook al is dat natuurlijk uw verantwoordelijkheid niet. Ik wil de minister ook vragen me een kopie van de schriftelijke neerslag van zijn antwoord te bezorgen.

De voorzitter : De minister heeft het woord.

Minister Pinxten : In mijn antwoord kunt u lezen dat ik de KBDB heb uitgenodigd om hun vermoedens met concrete gegevens te stofferen.

De voorzitter : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

- De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.47 uur.

- La réunion publique de commission est levée à 15.47 heures.